

**mars 2012**

*S'il y a quelqu'un parmi vous  
qui paraisse sage selon le siècle,  
qu'il devienne fou afin d'être sage.*

*I. Cor., III, 18.*

**Notre partenaire Prime RUPIYA arrive !**

**Ça se passe dans le 78**

**Evasion fiscale et lutte  
contre l'impunité des multinationales :  
les programmes présidentiels à la loupe**



La délégation diocésaine des Yvelines du CCFD - Terre Solidaire vous accueille lors de ses permanences les mardis de 9h à 17 heures, mercredis et vendredis de 9h30 à 12h30 (hors vacances scolaire), au Centre Ozanam - 24 rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles. Tél. : 01.39.53.66.06  
Courriel : [ccfd78@ccfd.asso.fr](mailto:ccfd78@ccfd.asso.fr) – Site Internet : <http://ccfd78.free.fr/>

**Ce bulletin est fait pour vous,  
mais aussi par vous.**

Il se veut le reflet des actions de tous les partenaires de la délégation diocésaine des Yvelines du CCFD - Terre Solidaire. Sa richesse résulte des informations qui sont transmises à sa Rédaction par ses partenaires qu'ils soient bénévoles du CCFD78 ou Mouvements d'Église, membres du CCFD - Terre Solidaire. Transmettez à [ccfd78-communication@bbox.fr](mailto:ccfd78-communication@bbox.fr), les illustrations (affiches, tracts, photos, ...) et textes annonçant ou rendant compte des événements que vous organisez ou auxquels vous participez. Merci de nous envoyer au plus tard avant le 1<sup>er</sup> du mois les éléments (textes, affiches, tracts, photos, ...) en format numérique (JPEG, PDF, .doc ou docx, .pub), annonçant un événement ou une action que vous organisez ou auquel vous participez au cours de ce mois.

**Et n'oubliez pas de prendre des photos !**

2

Responsable de publication : Colette Courteaud - Présidente de la délégation diocésaine des Yvelines du CCFD - Terre Solidaire / Rédacteur en chef : Pierre Buntz, chargé de communication de la délégation diocésaine des Yvelines du CCFD - Terre Solidaire / Siège : 24 rue du Maréchal Joffre, 78000 Versailles - [ccfd78-communication@bbox.fr](mailto:ccfd78-communication@bbox.fr) / Crédit photographie : DR ou libre de droit.

# L'édito



*« Soyez miséricordieux comme votre Père est miséricordieux.  
Ne jugez pas, et vous ne serez pas jugés ;  
ne condamnez pas, et vous ne serez pas condamnés.  
Pardonnez, et vous serez pardonné. Donnez, et vous recevrez;. »*

**Saint Luc- 6, 36-38**

Voici que notre partenaire Prime Rupiya, arrive dans les Yvelines, après l'accueil régional du 10 mars prochain, à Pantin !

Vous y êtes, bien sûr, tous conviés ! Cette chance de découvrir un pays, le Burundi, un homme et son histoire, une association partenaire, ACORD, une problématique, la prévention et la résolution des conflits, ne la laissons pas passer !

Invitons largement à toutes les rencontres prévues, même ceux qui ne sont pas animés par la foi chrétienne !

En ce début de carême, nous avons à changer de regard sur l'autre , comme nous y invite l'affiche 2012 : alors, pour que notre collecte soit à la hauteur des espérances de nos partenaires, soyons convaincus et nous serons convaincants.

**Colette COURTEAUD**  
**Présidente du C.C.F.D.78**

## Notre partenaire Prime RUPIYA arrive !



Ingénieur agronome de l'Université du Burundi, Prime RUPIYA a 47 ans, il est marié et est francophone. S'il est déjà venu en Europe, sa venue sera l'occasion pour lui de découvrir la France.

Il travaille avec ACORD Burundi depuis 2005, mais est aussi Conseiller technique du Ministre du Développement communal du Burundi, pour le développement des Coopératives.

ACORD Burundi est un consortium d'ONG européennes et canadiennes créée en 1976, dont le CCFD fut membre fondateur.

Au Burundi, ACORD mène un programme axé sur la consolidation de la paix sociale. Cette association intervient dans différents domaines : soutien à l'agriculture familiale et sécurisation foncière des petits producteurs ; prévention et résolution des conflits ; lutte pour le respect des droits des femmes et lutte contre le VIH/Sida. Autant d'enjeux cruciaux pour le pays.

Au cours des dernières années, ACORD a obtenu des résultats significatifs du fait notamment de la combinaison de réponses pratiques (activités génératrices de revenus, formations, accompagnement d'associations de base) et stratégiques (plaidoyer / lobbying, modélisation) et de l'attention portée au renforcement des capacités d'acteurs locaux à la base, à même de poursuivre les dynamiques enclenchées.

On peut relever notamment les effets significatifs des interventions d'ACORD Burundi dans les domaines de la décentralisation/gouvernance locale, de la lutte



contre les violences faites aux femmes et aux enfants et de la réconciliation et prévention des conflits (modèle de négociation communautaire). Du fait de son intervention multidimensionnelle et de la qualité de son personnel, ACORD Burundi a une forte capacité d'analyse du contexte burundais et des sujets de société.

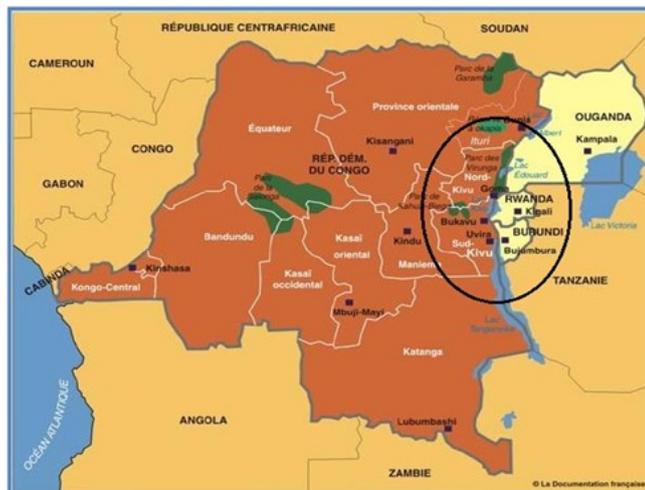
Le CCFD - Terre Solidaire est partenaire d'ACORD Burundi depuis 2005 : ACORD Burundi est devenu partie prenante du Programme de Développement et de Construction de la Paix (PDCP). C'est dans ce cadre que le CCFD - Terre Solidaire a soutenu le plan stratégique 2006 – 2008 d'ACORD Burundi, dont l'objectif principal était la consolidation de la paix sociale au Burundi.

De plus, ACORD Burundi et le CCFD - Terre Solidaire sont parties prenantes de deux initiatives transversales sous-régionales : le renforcement des organisations paysannes dans le suivi des politiques agricoles et la mobilisation de la société civile pour une sécurisation foncière.

# La région de Prime RUPIYA : la région des Grands Lacs d'Afrique

*Le CCFD – Terre solidaire d'Ile-de-France s'est engagé dans une démarche de rapprochement avec des partenaires de la région des Grands Lacs d'Afrique, pour une durée de 4 ans.*

La région dite « des Grands Lacs », le long du grand rift est-africain, est une zone de montagnes, de hauts plateaux, de collines, de volcans et de grands lacs. Elle recouvre le Rwanda, le Burundi et l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), notamment les provinces du nord et du sud Kivu.



En raison de son activité volcanique, cette partie de l'Afrique est une région fertile, et son altitude lui donne un climat plutôt tempéré, qui favorise l'élevage.

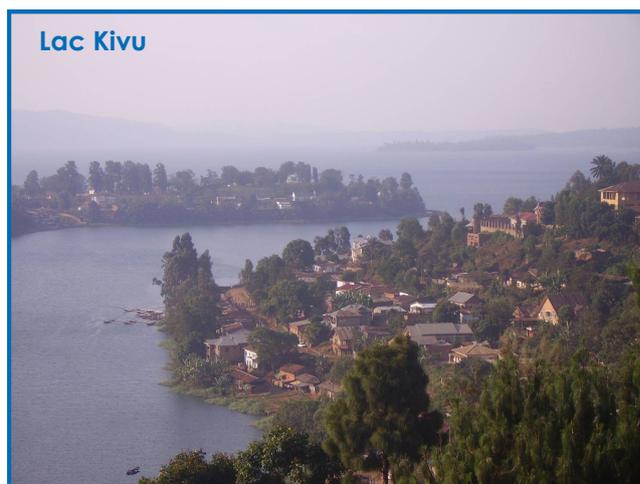
La très forte pression démographique, sur un espace restreint, entraîne un morcellement des exploitations familiales de plus en plus exiguës, dans un contexte où la majorité de la population vit de l'agriculture. La faible organisation de la filière agricole n'assure pas la suffisance alimentaire de ces pays très pauvres.

Au Rwanda et au Burundi deux groupes constituent l'essentiel de la population : les Hutu (80 à 85 %) et les Tutsi (10 à 15 %). L'administration coloniale a institutionnalisé un clivage entre les Tutsi, qu'elle considérait comme « race supérieure », et la majorité Hutu. Les frustrations sociales et politiques se cristallisèrent autour de l'appartenance ethnique et ont été instrumentalisées par les gouvernements.

Des Hutu ont dénoncé, en 1957, le « monopole tutsi » au Rwanda. A partir de là, plusieurs massacres interethniques ont lieu au Rwanda et au Burundi. L'horreur culminera en 1994, avec le génocide rwandais (massacre de près d'un million de Tutsi et de Hutu modérés de ce pays, en trois mois).

Cet événement a entraîné la migration de deux millions de Rwandais en RDC. Un facteur de déstabilisation de plus pour ce pays miné par une gouvernance calamiteuse et affaibli par les visées prédatrices de ses voisins attirés par ses ressources naturelles. La région s'embrase, alors, avec sept pays en guerre sur le sol du Congo.

Un retour à une paix précaire se fait jour en 2003, avec le soutien discret de la communauté internationale. Mais la situation reste toujours très fragile, les tensions subsistent et la région des Grands Lacs traverse à nouveau une période de turbulences accrues. Il est donc d'autant plus urgent de s'attaquer aux causes structurelles de la conflictualité.



# Notre partenaire Prime RUPIYA dans les Yvelines !

**VENDREDI 16 MARS à 14 H**  
**SUR LE BATEAU «JE SERS»**

quai de la République - Conflans Sainte Honorine

**TEMOIGNAGE D'UN ACTEUR  
DE TERRAIN**

**Rencontre avec Prime Rupiya**  
**coordinateur d'ACORD \* au BURUNDI**

*rétablir la paix dans  
les communautés  
divisées par les  
conflits...*

**Organisation CCFD Terre Solidaire**  
+ d'infos sur [ccfdconfluent.free.fr](http://ccfdconfluent.free.fr)



\* ACORD Association de Coopération et de Recherche pour le Développement  
est un consortium d'ONG européennes et canadiennes créée en 1976  
dont le CCFD Terre Solidaire est membre depuis 1986

**Lundi 12 mars**

**De 9h à 10h30 :**

Au lycée Jean Monnet de **la Queue-en-Yvelines** rencontre avec une classe de BTS.

**De 14h30 à 16h :**

Dans le même Etablissement, rencontre avec une classe de seconde. Pour accompagner cette visite, l'exposition sur la région des Grands Lacs africains et les partenaires du CCFD. sera présentée à tout le lycée au CDI.

**Mardi 13 mars :**

**A 20h30 :** Rencontre à l'église de **St Léger-en-Yvelines** précédée d'un bol de riz à partir de 19h30

**Mercredi 14 mars à 20h30** à l'Hôtel de Ville de Versailles

**Jeudi 15 mars à 20h30 :** rencontre

dans la crypte N.D. du Chêne à **Viroflay**.

**Vendredi 16 mars**

**À 14 heures** rencontre sur le bateau « Je sers » à **Conflans-Sainte-Honorine**

**A 20h30 :** rencontre à BETHANIE de **Houilles** précédée d'un bol de riz à partir de 19h30.



Venez accueillir nos partenaires à Pantin !

10 mars 2012

à partir

de 14 h

Saint-Joseph de Pantin

12, avenue du 8-Mai-1945

93500 Pantin M° Église de Pantin  
Ligne 5

débats

rencontres

échanges

citoyenneté

engagements

Nord Sud



accueil régional des partenaires



ils viennent de là-bas jusd'ici



# Ça se passe dans le 78

## ANIMATIONS DE CAREME A VELIZY

Chaque dimanche, en encart dans le bulletin paroissial  
« **Les fiches de carême** »  
rédigées par le Secours catholique et le CCFD-Terre Solidaire

« **La politique : bonne nouvelle de l'Évangile** »



**Samedi 24 mars, de 14h à 18h,**  
sur le stade Robert Wagner à Vélizy :  
**Pour les jeunes et les adultes**  
Après-midi de solidarité :  
grand événement « **Bouge ta planète** »,  
sur le thème de l'eau et au profit d'un projet  
d'adduction d'eau en Afrique, organisé avec les  
aumôneries catholiques, les scouts et les guides.  
Expositions, chaîne de la solidarité, courses relais, jeux,  
radio trottoir, buffet/buvette. (Entrée libre).

**Samedi 24 mars 18h et dimanche 25 mars 10h30 :**  
5<sup>ème</sup> dimanche de carême. Animation des messes par  
l'équipe CCFD (avec les jeunes le 24 à 18h)  
et collecte nationale (quête impérée).

Au **collège ND du Bel Air** : Le vendredi 23 mars de 17h30 à 19h : **animation en aumônerie** de 4<sup>ème</sup> devant un groupe d'une vingtaine d'élèves. Nous cherchons à les sensibiliser au partage, à la solidarité, en réponse à l'appel pressant du message évangélique. La démarche se veut interactive et s'appuiera sur un jeu et des vidéos

Dans ce même collège, le vendredi 6 avril : **bol de riz** organisé au profit du CCFD-Terre Solidaire. Cette action sera accompagnée de l'exposition sur l'action du CCFD dans la région des Grands Lacs africains.

Dans les écoles primaires : Première animation d'une heure dans une classe de CM2 à Sainte Jeanne d'Arc à **Houdan**, le lundi 13 février : **initiation au partage**, à partir d'un film d'animation sur le partage de l'eau : les Mofles.

Organisation d'un **concert** au profit du CCFD, à la Maison du Jeu de Paume de **Neauphle le Château**, le vendredi 30 mars à 20h30.

A l'église Saint Martin des **Clayes-sous-Bois**, **soirée prière animée par l'équipe locale du CCFD-Terre solidaire**, le 11 mars à 20h45 autour de la Saga d'une rencontre culturelle des Sœurs Bénédictines de Sainte-Bathilde.

Élections 2012

# AGISSONS POUR UNE TERRE SOLIDAIRE

L'heure est à la peur. Au repli sur soi. Au fatalisme, lorsque l'on voit des gouvernements de pays souverains agir au gré de l'humeur des marchés financiers et des agences de notation et instrumentaliser les migrants dans une démarche électoraliste. Quelle vision décourageante de l'action politique en période de crise !

*Nous refusons ce fatalisme !*

A l'occasion des élections, présidentielle et législatives, le CCFD-Terre Solidaire vous propose un Pacte pour une Terre solidaire : 16 propositions pour un monde plus juste à soumettre aux candidats, à diffuser autour de vous.

Venez débattre avec nous autour des propositions innovantes du Pacte pour une Terre solidaire. Il nous faut combattre la fraude fiscale, responsabiliser les multinationales, garantir un droit à l'alimentation, respecter les droits des migrants...

*La solidarité n'est pas seulement un mot.  
C'est un acte.*



# Evasion fiscale :

## les programmes présidentiels à la loupe

PAR LES INVITÉS DE MEDIAPART ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 2 MARS 2012

Le **CCFD-Terre Solidaire**, qui appelle les candidats à l'élection présidentielle à signer son **Pacte pour une Terre solidaire**, a expertisé les propositions de la plupart d'entre eux. Mediapart publie le premier volet de cette étude, sur la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale.

**CCFD - Terre solidaire** propose de lutter efficacement contre l'évasion fiscale pour financer des politiques publiques de qualité : mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises multinationales, actualiser la liste française des paradis fiscaux, exiger un échange d'information de la part des intermédiaires financiers et renforcer la coopération internationale sur les questions fiscales. Qu'en est-il dans les programmes des candidats ?

### François Bayrou

#### Ses propositions

«Supprimer les paradis fiscaux avec un calendrier contraignant» (programme du MoDem, p. 47). «Mise en œuvre d'un vaste plan de lutte contre la fraude fiscale sous toutes ses formes» (programme du MoDem, p. 16).

«Pour lutter contre les paradis fiscaux il y a une chose extrêmement simple à faire, à partir du 1er janvier 2013, aux États-Unis, chaque fois qu'un compte bancaire sera ouvert au nom d'un citoyen américain dans un paradis fiscal, obligation sera faite à ces pays de le déclarer au fisc américain, en cas de déni les États-Unis n'auront plus d'échanges avec ce pays» (émission «Des paroles et des actes», France 2, 8 décembre 2012)

#### L'analyse du CCFD

François Bayrou pointe du doigt le problème des paradis fiscaux et propose leur suppression, sans toutefois définir ce qu'il entend par «paradis fiscaux».

L'évasion fiscale des entreprises multinationales n'est pas mentionnée. Par ailleurs, dans sa proposition de créer une norme comptable sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, la responsabilité fiscale n'est pas prise en compte. Enfin, dans une interview télévisée, il a présenté la piste explorée par les États-Unis sur l'obligation créée pour les banques de dévoiler leurs relations avec des contribuables américains à l'étranger. Cependant, il limite la portée de cette mesure en évoquant qu'elle ne pourrait s'appliquer que pour les paradis fiscaux (réintroduisant une nouvelle fois le problème de la définition et de la liste de ces territoires).

### Nicolas Dupont-Aignan

**Ses propositions** «Il faudra (...) introduire un contrôle de mouvement des capitaux aux frontières afin de limiter la spéculation et pour en finir avec les "parasites fiscaux"» (programme, p. 4). «Je mettrai également en œuvre un "impôt de citoyenneté", afin que chaque Français qui réside à l'étranger soit soumis à une taxe minimale et ne soit pas encouragé à l'évasion fiscale: il ne sera ainsi plus possible de profiter de Saint-Tropez et des meilleurs hôpitaux français tout en résidant à Monaco sans contribuer à l'effort national français» (programme, p. 4).

«Je m'attaquerai aux mafias qui contrôlent les réseaux de drogue et à la délinquance financière qui aide à blanchir cet argent. Les infractions financières les plus graves seront criminalisées» (programme, p. 7).

#### L'analyse du CCFD

Nicolas Dupont-Aignan évoque le problème de l'évasion fiscale et propose d'instaurer un impôt basé sur la citoyenneté et non pas sur la résidence. Cette mesure concrète pourrait se heurter au problème de l'opacité financière et juridique et du secret bancaire, qu'il n'aborde

pas et qui empêchent d'identifier les avoirs des Français à l'étranger. Le problème de l'évasion fiscale des entreprises multinationales n'est pas présent dans son programme. Il évoque enfin la délinquance financière et le blanchiment d'argent, sans préciser les solutions avec lesquelles il entend lutter contre le phénomène.

## François Hollande

### Ses propositions

«J'interdirai aux banques françaises d'exercer dans les paradis fiscaux» (Les 60 engagements de François Hollande, n° 7) «Je renforcerai les moyens de lutter contre la fraude fiscale» (Les 60 engagements de François Hollande, n° 17)

### L'analyse du CCFD

François Hollande pointe du doigt la question de la présence des banques dans les paradis fiscaux à des fins d'évasion fiscale ou de contournement des règles de prudence financière. En effet, 1/4 des filiales des 12 premières banques européennes sont localisées dans des paradis fiscaux. Mais il ne précise pas de quels territoires il parle. A l'heure actuelle, il existe déjà en France un dispositif qui oblige les banques à faire état de leur présence dans les paradis fiscaux tels que la France les a listés (une liste qui ne compte que 18 Etats et territoires non coopératifs), et sanctionne certaines transactions en direction ou en provenance de ces territoires listés. Il évoque également le problème de la fraude fiscale mais pas celui de l'évasion fiscale, et ne détaille pas les moyens qu'il mettra en oeuvre pour lutter contre ce phénomène.

## Eva Joly

### Ses propositions

«Lutter contre la corruption, lever le secret bancaire, s'attaquer aux paradis fiscaux» (Projet présidentiel d'Eva Joly, page 12).

«[Ce combat, les écologistes] l'ont mené dans les collectivités locales, nous le mènerons en France, en Europe et dans le monde» (Projet présidentiel d'Eva Joly, page 12).

«Seules les banques qui n'opèrent plus dans les paradis fiscaux garderont leur licence bancaire. Cette licence, octroyée par l'Etat, donne le droit de vendre des services bancaires» (Projet présidentiel d'Eva Joly, page 13).

«Les moyens législatifs, réglementaires et financiers des pôles judiciaires et policiers chargés de traquer la délinquance financière, environnementale et le crime organisé seront renforcés» (Projet présidentiel d'Eva Joly, page 45).

«Pour en finir avec le secret bancaire et l'évasion fiscale, toutes les institutions financières qui opèrent en France et qui ouvrent un compte à une Française ou un Français, n'importe où dans le monde, devront en informer l'administration fiscale. Une disposition semblable a été votée aux Etats Unis, qui s'appliquera dès 2013 aux citoyennes et citoyens américains» (Projet présidentiel d'Eva Joly, page 13). «Pour limiter l' "optimisation fiscale", établissement d'un impôt plancher sur les sociétés pour les multinationales de droit français, à hauteur de 17 % de leur bénéfice brut.» (Projet présidentiel d'Eva Joly, page 33).

### L'analyse du CCFD

Eva Joly fait de la lutte contre les paradis fiscaux, le secret bancaire et la corruption une priorité de son programme. Elle avance des propositions concrètes pour faire reculer le secret bancaire, notamment avec la mise en place d'une obligation de transparence de la part des banques concernant leurs clients français à l'étranger. En revanche, concernant la lutte contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales, elle propose l'instauration d'un taux plancher d'impôt sur les sociétés et ne retient pas la proposition du reporting comptable pays par pays,

pourtant présente dans le programme du parti EELV et que les élus écologistes ont porté au niveau local. Enfin, elle propose de renforcer les moyens législatifs, réglementaires et financiers de la police et de la justice pour lutter plus efficacement contre la grande délinquance financière et le crime organisé.

## Jean-Luc Mélenchon

### Ses propositions

«[Blocage des] échanges de capitaux avec les paradis fiscaux» (programme du Front de gauche, page 5). «Une loi anti-évasion fiscale permettra l'imposition des revenus des Français à l'étranger» (programme du Front de gauche, page 5). «[Nous] obligerons les entreprises à la transparence financière» (programme du Front de gauche, page 5).

### L'analyse du CCFD

Jean-Luc Mélenchon met en avant la régulation financière et la lutte contre les paradis fiscaux. Il esquisse différentes pistes dont certaines vont dans le sens des propositions du CCFD-Terre Solidaire, notamment la transparence financière des entreprises et un dispositif anti évacion fiscale. Mais les mesures concrètes pour y parvenir ne sont pas précisées.

## Dominique de Villepin

Dominique de Villepin ne mentionne pas les problèmes de la fraude et de l'évasion fiscales ou des paradis fiscaux. Les mesures qu'il propose en matière de fiscalité pour réduire la dette (hausse des impôts et réduction des niches fiscales) font l'impasse sur les 50 milliards de fraude fiscale annuelle en France.

Par ailleurs, en mettant en avant des mesures de régulation des banques uniquement au niveau national, il n'évoque pas le contexte international et le déficit de régulation financière à l'échelle mondiale, à l'origine de la crise.

## Nicolas Sarkozy

### Ses propositions

«Nous voulons également créer un fichier national des fraudeurs sociaux et fiscaux, pour lutter contre la récidive et aggraver progressivement les sanctions. Nous voulons enfin créer un "FBI" de la lutte contre les fraudes, corps d'inspecteurs des contrôleurs qui aurait compétence sur toutes les fraudes sociales et fiscales» (programme de l'UMP, page 11).

### L'analyse du CCFD

L'UMP ne mentionne pas la question des paradis fiscaux. En revanche, le parti de Nicolas Sarkozy met l'accent sur la fraude fiscale qu'il met en parallèle avec la fraude sociale. Le dispositif cible donc essentiellement les petits fraudeurs et non pas les plus gros utilisateurs des paradis fiscaux: les riches particuliers et les entreprises multinationales.

Des moyens supplémentaires seront mis en œuvre pour lutter contre cette petite délinquance financière mais la grande délinquance n'est pas abordée.

Enfin, l'approche développée jusqu'à présent par le gouvernement, qui fait reposer l'ensemble du dispositif anti fraude sur la courte liste française des paradis fiscaux, n'est pas remise en question.

# Lutte contre l'impunité des multinationales : les programmes présidentiels au crible

PAR LES INVITÉS DE MEDIAPART ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 1 MARS 2012

**CCFD - Terre solidaire** propose de renforcer l'encadrement de l'activité des multinationales en

matière de respect des droits de l'Homme et de l'environnement:

- 1) lever la séparation juridique entre les maisons mères, leurs filiales et sous-traitants par l'instauration d'un régime de responsabilité du fait d'autrui;
- 2) renforcer le dispositif de transparence en matière d'information extra-financière;
- 3) instaurer des conditionnalités d'accès aux financements publics (procédures de diligence raisonnable en matière de respect des droits de l'Homme);
- 4) lever les obstacles procédurux à l'accès à la justice pour les victimes (action de classe).

Qu'en est-il dans les programmes des candidats?

## François Bayrou

*Dans son programme «20 mesures pour redresser la France», janvier 2012*

- Réarmement de la production française (page 6)
- Mise en place et promotion d'un Label made in France (page 9, propositions 15 et 16)

*Dans le programme du MoDem «Le projet humaniste»*

- Nous proposons enfin de conditionner l'accès aux marchés publics à des critères sociaux et environnementaux (page 16)
- Pour encourager le comportement responsable des grandes entreprises, introduire une norme comptable fondée sur la responsabilité sociale et environnementale pour les grandes entreprises et réalisée par des agences indépendantes (page 47)
- L'Etat doit être un régulateur fort et solide de la vie économique (page 10)

## L'analyse du CCFD

François Bayrou propose le «Made in France» comme solution aux délocalisations et pour «rapatrien» les activités de production en France, en opposant ainsi la production à l'étranger à la production française.

Cette proposition, devenue «à la mode» (elle figure dans la plupart des programmes des candidats, de droite comme de gauche), ne pointe pas les failles du système économique actuel, caractérisé par le rôle central des groupes multinationaux dans la multiplication des échanges internationaux. Ainsi, François Bayrou ne traite pas des impacts liés à l'implantation d'entreprises françaises à l'étranger et n'aborde donc pas les raisons qui mènent les entreprises multinationales françaises à délocaliser dans des pays à faible gouvernance et respect des droits de l'Homme (non respect des travailleurs, dumping environnemental, absence de mécanismes d'indemnisation et de justice pour les victimes...).

Soumettre les entreprises françaises aux mêmes règles contraignantes à l'étranger qu'en France serait, pourtant, compatible avec l'objectif de relocalisation.

Il ne précise pas les contours du label «made in France», ni s'il concernerait des secteurs spécifiques. Or tous les secteurs de production ne peuvent être analysés de la même façon. Dans le cas du secteur énergétique, les ressources telles que le pétrole ou l'uranium ne sont pas présentes sur le territoire français. Dans celui du textile, la question peut être : comment rendre compétitives les entreprises françaises quand l'on connaît les salaires et conditions de travail des travailleurs des pays du Sud ?

Le programme du parti est plus proche des propositions du CCFD-Terre Solidaire, en réaffirmant le devoir de régulation qui incombe à l'Etat sur la sphère économique. Aussi, le MoDem propose l'instauration d'une norme comptable sur les aspects sociaux et environnementaux ainsi que l'introduction de conditionnalités à l'accès aux marchés publics.

## Nicolas Dupont-Aignan

*Ce qu'il propose :*

- «Les administrations devront acheter du "Fabriqué en France" et les produits importés seront soumis aux mêmes normes sanitaires et sociales que les produits

français» (page 2, proposition 9)

- «Je propose d'instaurer une "action de groupe" à la française» (page 7, proposition 33)

- «Des droits de douane pour stopper la concurrence déloyale: le libre-échange déloyal provoque une course sans fin au moins-disant social, salarial, fiscal et environnemental. En effet, la France ne peut pas conserver ses acquis sociaux et environnementaux et être en concurrence avec des esclaves en Asie! C'est pourquoi nous rétablirons des règles commerciales équitables en mettant en place des droits de douane et des quotas» (page 2, proposition 8)

### **L'analyse du CCFD**

Nicolas Dupont-Aignan fait de la production en France son cheval de bataille. Ses propositions concernent notamment la régulation du commerce extérieur de la France et de l'Europe afin de contrer la concurrence déloyale des pays à faible respect des droits des travailleurs. Comme les autres candidats promoteurs du «Made in France», Nicolas Dupont-Aignan ne précise pas comment il sera possible d'accorder ces mesures avec les obligations demandées par l'Europe et l'OMC en matière de commerce international. De surcroît, rappelons que l'Union européenne s'est dotée depuis plusieurs années d'un Système de préférences généralisé qui introduit des clauses sociales et environnementales dans les échanges avec les pays tiers. Un point à souligner: les «esclaves d'Asie» dont parle le candidat peuvent être aussi les sous-traitants d'entreprises françaises!

Notons que le CCFD-Terre solidaire propose également l'instauration de l'action de classe.

## François Hollande

*Ce qu'il propose*

- «J'engagerai avec les grandes entreprises françaises un mouvement de relocalisation de leurs usines dans le cadre d'un contrat spécifique» (page 8, proposition 3)

- «Je proposerai également une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale» (page 13, proposition 13)

- «Je mettrai en place un dispositif de notation sociale obligeant les entreprises de plus de 500 salariés à faire certifier annuellement la gestion de leurs ressources humaines au regard de critères de qualité de l'emploi et de conditions de travail» (page 19, proposition 24)

- «Je soutiendrai la mise en place d'une Organisation mondiale de l'environnement et

d'une véritable gouvernance de la mondialisation autour du G20, des organisations régionales et des Nations unies» (page 36, proposition 57)

- «Je romprai avec la "Françafrique", en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité» (page 36, proposition 58)

### **L'analyse du CCFD**

François Hollande propose (comme François Bayrou et Nicolas Dupont-Aignan) des règles commerciales pouvant faire obstacle à la concurrence déloyale d'autres pays. Il ne traite pas, cependant, du fait que les entreprises multinationales (y compris françaises) sont les principales actrices et bénéficiaires du dumping social et environnemental à l'origine de la distorsion de concurrence avec les pays du Sud. On ne retrouve pas de propositions visant à encadrer les activités des entreprises multinationales dans les pays du Sud.

Concernant la notation sociale des entreprises, le candidat reste centré sur l'enceinte salariale de l'entreprise. Or il serait pertinent que les consommateurs, les populations dont les droits et l'environnement ont été dégradés par une entreprise, soient impliqués dans ce type de notation. A préciser aussi qu'une notation «extra-financière» existe déjà, produite par des agences de notation privée, mais pêche en efficacité compte tenu de l'absence d'obligation en matière de transparence: sans informations fiables, précises et comparables il demeure difficile d'établir si une entreprise adopte des comportements responsables ou pas. François Hollande propose-t-il la création d'une agence gouvernementale pour la transparence et la notation sociale?

M. Hollande propose aussi, comme plusieurs autres candidats, la création d'une Organisation mondiale de l'Environnement, mais sans plus de détails quant aux mandats et aux moyens qui lui seraient attribués. Sera-t-elle dotée de moyens d'investigation pour établir les dommages environnementaux et sanctionner au même titre que l'OMC?

Enfin, le candidat socialiste souhaite «rompre» avec la Françafrique, mais ne précise pas si cela inclut les réseaux économiques et commerciaux (et donc les grandes entreprises multinationales françaises opérant en Afrique) qui ont façonné les relations entre la France et le continent africain.

A noter que le projet du Parti socialiste «Le changement» et certains travaux préparatoires comme «Un nouveau pacte social pour l'entreprise» consacraient une place plus importante à la nécessaire régulation des acteurs économiques. Ces mesures n'ont à ce jour pas été reprises dans le programme électoral du candidat.

## **Eva Joly**

### *Ce qu'elle propose*

- «Les entreprises donneuses d'ordre et les maisons mères seront tenues responsables des dommages économiques, sociaux et environnementaux de leurs sous-traitants et de leurs filiales, en France comme à l'étranger. Les droits civil, pénal et commercial seront modifiés en ce sens» (page 23, proposition 5)

- «Instauration de la bioconditionnalité des aides publiques: aucune subvention ne pourra être versée pour des projets contraires aux objectifs environnementaux» (page 33, proposition 5)

- «Instaurer un droit à agir en justice pour un groupe de citoyens (class action)» (page 49, proposition 1)

- «La France soutiendra l'instauration d'une préférence sociale et environnementale aux frontières de l'Europe : les produits entrants sur le marché commun devront respecter les normes environnementales et les normes sociales internationales de l'Organisation Internationale du Travail» (page 37, proposition 5)

- «Création d'une Organisation mondiale de l'environnement dont les normes contraignantes seront supérieures à celles de l'Organisation mondiale du commerce» (page 39, proposition 2)

### **L'analyse du CCFD**

Plusieurs des propositions d'Eva Joly sont similaires à celles du CCFD-Terre Solidaire. Elle propose l'instauration d'une responsabilité des entreprises multinationales pour les dommages provoqués par leurs filiales et sous-traitants.

L'instauration d'une «bio-conditionnalité» aux subventions publiques est une mesure intéressante qui pourrait en effet s'élargir aux droits humains.

Eva Joly propose également l'introduction de l'action de classe en France. Elle partage deux de ses propositions avec d'autres candidats, à savoir, l'instauration de règles commerciales équitables pour faire face à la concurrence déloyale et la création d'une Organisation mondiale de l'Environnement, mais elle en donne plus de détail : des sources de droit international (OIT) serviront de référentiel pour l'instauration d'une préférence sociale et environnementale européenne (et non pas française) et « son » OME aura plus de pouvoir que l'OMC.

## **Jean-Luc Mélenchon**

### *Ce qu'il propose*

- «Les droits des salariés des entreprises sous-traitantes seront alignés vers le haut sur ceux des donneurs d'ordre» (page 2, chapitre 1)

- «Les aides aux entreprises seront soumises à des règles strictes. Elles seront modulées en fonction du niveau des exigences sociales et environnementales qu'elles respectent» (page 7, chapitre 4)

- «Réformes de l'ONU et établissement d'une nouvelle hiérarchie des normes internationales fondées sur la primauté des normes sociales et environnementales» (page 10, chapitre 8)

- «Création d'un Tribunal international de justice climatique sous l'égide de l'ONU» (page 10, chapitre 8)

- «Le statut des grandes entreprises sera redéfini en tenant compte de leur responsabilité sociale» (page 9, chapitre 6)

- «Nous appuierons les projets comme "Yasuni ITT" fondés sur le principe de responsabilité commune pour l'intérêt général» (page 11, chapitre 8)

### **L'analyse du CCFD**

Jean-Luc Mélenchon souhaite introduire plusieurs mesures de responsabilité sociale des entreprises. En particulier, il souhaite aligner les droits des travailleurs des sous-traitants sur ceux des salariés des entreprises donneuses d'ordre. Il ne précise pas toutefois s'il s'agit de sous-traitants opérant au-delà des frontières françaises. Si tel était le cas, il introduit une mesure pouvant effectivement décourager les délocalisations.

Il souhaite aussi encadrer l'octroi de subventions publiques à des conditions strictes en matière sociale et environnementale, sans pour autant préciser quelles seront les référentiels utilisés pour la mise en place de tels critères.

En matière de gouvernance mondiale, le candidat du Front de Gauche va plus loin que les autres candidats, en proposant un Tribunal international de justice climatique sous l'égide des Nations unies. Il n'indique pas cependant si les entreprises multinationales seraient assujetties à ce nouvel organe international.

La référence au projet Yasuni en Equateur est originale: ce projet a ouvert la porte

au principe de responsabilité commune pour l'intérêt général. Cependant, certaines des propositions demeurent trop vagues pour en estimer la portée, et la proximité avec les propositions du CCFD-Terre Solidaire. C'est par exemple le cas pour la «redéfinition» du statut de grandes entreprises par rapport à leur responsabilité sociale.

## Dominique de Villepin

*Ce qu'il propose*

- «Instauration d'une TVA 3E: Emploi, Environnement, Exportations favorisant les produits sûrs et économes» (page 14, chapitre 4)

- «La fiscalité doit aussi renforcer la responsabilité des entreprises face à l'intérêt général. C'est le sens de la création d'une part modulable de l'Impôt sur les Sociétés qui permettra de mettre l'intérêt général au cœur de la fiscalité en compensant les excès et en récompensant les efforts. L'emploi des jeunes et des seniors, la parité homme-femmes, la responsabilité environnementale, les négociations salariales seront des conditions objectives de la modulation» (page 14, chapitre 4)

- «Un tiers des sièges des conseils d'administration et des conseils de surveillance des entreprises devront être détenus par des représentants des salariés» (page 17, chapitre 4)

- «Une loi pour garantir la liberté des médias en interdisant tout contrôle d'un média par un groupe industriel dépendant de la commande ou de la régulation publiques et en renforçant la protection des sources» (page 9, chapitre 2)

- «Faire baisser le coût de la production française par rapport aux importations» (page 14, chapitre 4)

- «Grenelle de l'énergie devant évoquer l'ensemble des questions énergétiques françaises et notamment la part du nucléaire dans la production électrique. Adoption par référendum de la politique énergétique de la France à l'issue de ce Grenelle de l'énergie, qui pourra être notamment la perspective de réduction de l'énergie nucléaire dans notre mix énergétique, à hauteur de 50% à l'horizon des prochaines décennies» (page 16, chapitre 4)

### **L'analyse du CCFD**

Dominique de Villepin a recours à l'imposition, aussi bien l'impôt sur les sociétés que la TVA, comme outil de responsabilisation des entreprises. Il suit la même logique au niveau de la gouvernance d'entreprise, en proposant qu'un tiers des sièges des principales instances décisionnaires dans les grandes entreprises soit consacré aux représentants des salariés. Ce sont

des propositions simples et plutôt acceptables (pour les entreprises), qui affichent une posture de l'Etat non régulateur, laissant la responsabilisation des acteurs économiques aux parties sociales et préférant utiliser l'impôt à des fins incitatives.

En matière de compétitivité, le candidat souligne que sans une baisse du coût du travail, la France et l'Europe ne tiendront pas face aux pays émergents.

Toujours dans l'ordre des nouveautés, le candidat de République Solidaire pointe l'épineuse question du conflit d'intérêt entre le pouvoir médiatique et les grands groupes français.

Aucune des propositions du CCFD-Terre Solidaire n'est reprise à ce jour dans ce programme.

## Nicolas Sarkozy

*Ce qu'il propose :*

- «Nous veillerons à ce que l'aide publique au développement dans les pays émergents puisse avoir des retombées positives pour les entreprises françaises présentes à l'international», page 18

- «Nous souhaitons que ce principe de réciprocité dans les relations commerciales se traduise par la mise en place de "taxes réciprocité" aux frontières de l'Europe: la fiscalité sera modulée afin de corriger les phénomènes de concurrence déloyale de la part de pays n'ayant pas les mêmes normes sociales, environnementales, mais également économiques (contrôle des aides d'État...) que l'Europe. Ces "taxes réciprocité" intégreront notamment la "taxe carbone" aux frontières de l'Europe. Afin d'assurer leur conformité à l'OMC, ces taxes seront ciblées et liées à des conventions internationales identifiées (normes de l'Organisation internationale du travail, convention sur la diversité biologique, protocole de Kyoto, etc.)», page 20

- «Le comportement des administrations en la matière doit être exemplaire : la commande publique ainsi que l'attribution des aides publiques doivent intégrer systématiquement les critères environnementaux et énergétiques», page 9

- «Nous poursuivrons les initiatives pour donner naissance à une organisation mondiale de l'environnement», page 21

### **L'analyse du CCFD**

L'UMP affirme que l'aide au développement doit avoir des retombées positives pour les entreprises françaises qui travaillent à l'international.

Afin de corriger la concurrence déloyale, l'UMP propose l'instauration de "taxes de réciprocité", basées sur les normes internationales. Cette proposition ne précise pas la question des entreprises françaises qui ont recours à des travailleurs "bon marché" ainsi qu'à des pratiques de dumping environnemental dans les pays non-européens.

Le parti de Nicolas Sarkozy propose de renforcer l'exemplarité de l'Etat par l'introduction de critères environnementaux et énergétiques dans les marchés publics et dans les subventions. Il est dommage qu'une telle mesure ne soit pas élargie aux questions sociales et sociétales.

Enfin, l'UMP à l'instar des autres partis, propose la création d'une Organisation mondiale de l'Environnement, sans pour autant en préciser les mandats ni les moyens.



# « Détourner les règles fiscales : une tentation légitime ! »

Avec le CCFD-Terre solidaire

CCFD : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

Intervenant : **Philippe TOURNAUD**

Délégué CCFD-Terre solidaire Région Ile de France  
Ancien chef d'entreprise



**Jeudi 08 mars 2012**  
**20h15 à 22h15**

**21/23, rue de l'Ermitage - Versailles**



## Détourner les règles fiscales : une tentation légitime ! avec le CCFD-Terre solidaire

La redistribution des produits de la fiscalité est une nécessité pour donner aux institutions publiques la capacité d'action dont dépend l'instauration d'une vie meilleure pour tous. Or la tentation est forte de contourner les règles, même légalement, pour payer moins d'impôts. Ce qui est légal n'est cependant pas toujours moral. Ce qui est en cause, c'est la conscience morale et la responsabilité personnelle et sociale de tout homme.

La fiscalité est un instrument au service de la solidarité et du bien commun, un outil contribuant à la construction du lien social et de la démocratie. Respecter les règles fiscales n'est-elle pas une responsabilité éthique qui s'impose à tous ?

En France, chaque année, la fraude fiscale coûte de 40 à 50 milliards d'€ au budget de l'Etat, soit deux fois le déficit de la sécurité sociale. L'évasion fiscale des pays du Sud correspond à 1,5 fois l'aide publique au développement qui leur est octroyée.

A chacun est rappelé son devoir de contribuer au financement des dépenses publiques. Les croyants se doivent à un comportement irréprochable en matière de solidarité et de justice qui favorise la construction d'un monde plus juste et le respect de la dignité humaine. S'opposer à l'évasion fiscale, aux paradis fiscaux, au blanchiment de l'argent, à la corruption est une nécessité morale, un engagement duquel dépend l'avenir même de notre humanité.

### Nous souhaitons que les participants puissent :

- > moins acquérir des savoirs, qu'améliorer leur manière de penser l'éthique fiscale ;
- > acquérir des points de repères pour sortir de la caricature et autre formule toute faite ;
- > entrevoir une manière de contribuer à la solidarité par le justice fiscale ;
- > se réjouir des recherches et des réussites dans la lutte contre l'évasion fiscale.

Avec **Philippe TOURNAUD**

Délégué CCFD-Terre solidaire Région Ile de France,  
Ancien chef d'entreprise

### ENTREE LIBRE (Participation libre)

Chaque **SECOND JEUDI DU MOIS** hors vacances scolaires, un intervenant, une question qui fait l'actualité.

### Regards Croisés - Les jeudis de l'Ermitage

Etat des lieux, intervention, échanges en groupe, dialogue avec l'intervenant, questions  
Le B.A. BA pour ne pas penser simpliste ! Un temps de rencontre autour d'un verre.



**Lieu : Maison de l'Ermitage - 21/23, rue de l'Ermitage - 78000 VERSAILLES**

[www.fondacio.fr](http://www.fondacio.fr)  
[france@fondacio.fr](mailto:france@fondacio.fr)



"Tout migrant est une personne humaine qui, en tant que telle, possède des droits fondamentaux inaliénables qui doivent être respectés partout et en toute circonstance."

*Caritas in veritate, 62*

Une formation pour approfondir ce que dit l'Eglise sur les migrations, mieux comprendre la situation des migrants dans le monde et en France et entendre des témoignages de chrétiens qui les accompagnent.

20



## Les migrations, changer de regard

- Exposés
- Ateliers
- Témoignages

Samedi 17 mars 2012 • 9h30 - 16h30

Eglise Saint Paul

5, allée Jean Baptiste Lamarck

92000 NANTERRE

Participation libre  
aux frais.

Apporter  
son panier repas.

Inscription et  
informations :

Martine MAHY

06 76 09 58 93

[martine.mahy@yahoo.fr](mailto:martine.mahy@yahoo.fr)

